

Stratégie : L'art de la guerre Etats-Unis - Chine

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Amérique du Nord,Armement,Asie Centrale
31 octobre 2025



Vous avez sans doute vu les cours de l'or qui poursuivent leur hausse à plus de 4 200 dollars l'once tandis que l'argent métal, lui aussi monte à n'en plus finir à plus de 53 dollars l'once. Ces deux métaux cherchent à nous dire des choses sur ce qui vient, et ce qui vient sera dévastateur pour les grands équilibres géopolitiques et donc pour les grands équilibres économiques, l'organisation de l'économie mondiale n'étant que l'intendance de la géopolitique.

Vous avez sans doute compris aussi que nous étions pris dans un combat de Titans pour la domination du monde entre trois blocs qui ne sont finalement pas si nouveau que cela. La Russie et la Chine (avec quelques alliés de ces deux pays) forment le premier bloc. Le second bloc est celui des Etats-Unis et de ses alliés que l'on appellera le bloc atlantiste. Enfin le troisième bloc est celui des pays non-alignés. Pour la petite histoire et la grande, à Bandoeng (conférence qui portera le nom de cette ville dans les manuel d'histoire) en 1955, l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru revendiquent leur « non-alignement », à égale distance des deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS...

Nous en sommes à nouveau là et une nouvelle guerre froide économique, numérique et technologique menace le monde.

Dans cette guerre hybride que se mènent les deux grands blocs Chine/Russie et Otan de l'autre, il y a une opposition intellectuelle qui sépare les deux camps et sur laquelle je

souhaitais partager avec vous quelques considérations et réflexions pour enrichir les analyses de tous.

« L'art de la guerre » et « l'art du deal » sont deux approches stratégiques qui, à première vue, semblent totalement opposées dans leurs objectifs et leurs méthodes. Cependant, en les examinant de près, on découvre des analogies fascinantes qui permettent de mieux comprendre la manière dont la Chine, sous la direction de Xi Jinping, et Donald Trump, à travers ses écrits et sa pratique des relations et des négociations, abordent la politique, la domination et la gestion du temps long. Vous savez que cela fait des années maintenant que je vous conseille de lire Donald Trump dans le texte de même qu'il faut absolument lire l'ouvrage de JD Vance pour comprendre l'actuel Vice-président des USA qui est à mon avis le prochain président des États-Unis et certainement plus rapidement que l'on ne le pense.

D'un côté, l'art de la guerre : une approche indirecte et stratégique

En général il faut du temps et de la maturité pour comprendre « l'Art de la guerre » de Sun Tzu, écrit il y a environ 2 500 ans, qui est une œuvre majeure de la stratégie militaire chinoise et de ses extensions politiques. Il y a bien longtemps que la Chine a utilisé cet ouvrage pour élaborer une vision du pouvoir qui repose sur des principes subtils et indirects. La guerre, pour Sun Tzu, n'est pas une simple confrontation brute de forces, mais une série de manœuvres intellectuelles et psychologiques qui visent à déstabiliser l'adversaire avant même le début des hostilités. En réalité pour Sun Tzu le raffinement suprême est de réussir à vaincre l'adversaire sans même à avoir à tirer un coup de canon... ou de décocher une flèche puisqu'à l'époque il n'y avait pas encore de canon ou de missiles guidés laser !

Xi Jinping, en tant que leader de la Chine contemporaine dépositaire de l'héritage de ses prédécesseurs, incarne cette philosophie dans sa gestion de la politique internationale et de la puissance chinoise. La stratégie chinoise, sous son impulsion, se base sur une planification à long terme, un pragmatisme stratégique et une capacité à investir dans des « armes » douces comme l'économie (en devenant l'usine du monde et en créant des dépendances devenant des armes redoutables), la diplomatie et les alliances. Le temps joue un rôle clé dans la politique chinoise. Contrairement à l'agitation, à la rapidité des marchés boursiers occidentaux court termiste sans oublier les processus politiques occidentaux souvent chaotiques, la Chine avance sur un rythme qui parfois peu sembler bien plus lent, mais extrêmement calculé, visant à dominer progressivement la scène internationale sans confrontation directe.

L'une des caractéristiques essentielles de l'approche chinoise est la patience. Tout comme dans l'Art de la guerre, où Sun Tzu préconise d'attendre le moment favorable pour attaquer, Xi Jinping, dans sa gestion des relations internationales, privilégie des étapes successives, parfois invisibles, pour atteindre ses objectifs. Cela se traduit, par exemple, par l'approfondissement des investissements dans des régions stratégiques à travers des initiatives comme la Nouvelle Route de la Soie. La Chine mène ainsi une guerre « sans arme » à l'échelle mondiale, préférant la stratégie du « soft power » pour étendre son influence sans provoquer une confrontation ouverte.

Aujourd'hui, pour Xi Jinping le moment de la confrontation est arrivé. La Chine construit un porte-avion par an. La Chine peut construire 20 millions de drones militaires par an. La Chine contrôle 95 % des terres rares du monde et vient de bloquer potentiellement avec sa nouvelle

législation tout le complexe militaro-industriel occidental.

De l'autre, l'art du deal : une approche directe et audacieuse

L'ouvrage *L'Art du Deal* de Donald Trump, publié en 1987, a révélé sa manière de négocier dans le monde des affaires et si en France on aime à le faire passer au mieux pour un benêt simplet, au pire pour un imbécile fasciste d'extrême droite, en réalité très peu ont pris le temps de lire les différents ouvrages de Donald Trump et de comprendre sa personnalité et ses modes de fonctionnement assez peu conventionnels il est vrai. Trump y prône une approche bien plus directe, agressive et opportuniste que celle de Sun Tzu. Là où la stratégie chinoise consiste souvent à travailler dans l'ombre, Trump met en avant des tactiques de négociation très visibles, parfois brutales, qui visent à maximiser l'intérêt personnel à court terme, parfois au détriment des autres parties.

Dans l'ouvrage, Trump expose une vision du pouvoir et des relations humaines fondée sur l'affirmation de soi, le contrôle de la narration et la capacité à imposer des décisions sans concessions. Il n'hésite pas à utiliser la menace, l'intimidation et la manipulation, des techniques qu'il qualifie d'éléments essentiels pour parvenir à ses fins. Trump fait souvent appel à l'idée de « prendre le contrôle », et son approche du deal est marquée par la volonté de tout négocier au maximum, sans respecter forcément les règles de courtoisie ou les principes traditionnels de diplomatie.

C'est exactement ce qu'il vient de rappeler avec cette affaire de narco-trafiquants venant du Venezuela et dont il fait tout simplement bombarder les bateaux.

Cela peut sembler « bas du front » mais c'est simple, direct et efficace. Cela constitue évidemment une rupture majeure avec l'attitude policée en vigueur. Une attitude policée qui peu d'ailleurs définir la géopolitique chinoise en apparence.

L'un des aspects les plus frappants de cette manière de faire est donc le recours à l'élément de surprise et à la force, souvent au détriment de relations plus longues et construites dans la confiance. Trump, en tant que négociateur, privilégie une méthode de confrontation directe où l'objectif est d'obtenir des résultats tangibles immédiatement. Cette vision est particulièrement manifeste dans sa gestion des négociations commerciales, par exemple avec la Chine, ou lors de ses entretiens avec des leaders étrangers. Le tout est de maximiser l'intérêt économique immédiat, quitte à rompre des conventions ou à faire preuve d'un cynisme calculé. Enfin c'est ce que semble être perceptible dans une première grille de lecture pourtant nettement plus nuancée que cela !

Deux conceptions du temps long

L'une des différences fondamentales entre « l'art de la guerre » et « l'art du deal » réside dans leur rapport au temps.

Pour Sun Tzu, le temps est essentiel, mais il est vu à travers le prisme de la patience. Une victoire rapide n'est pas forcément synonyme de réussite : il s'agit de connaître le bon moment pour agir, de planifier avec une vision à long terme et de préparer l'adversaire à une défaite qui semblera presque inéluctable. Dans ce cadre, la durée de la confrontation est relative et peut être étendue pour épuiser l'ennemi ou le désorienter. Le temps est une ressource

précieuse, car l'objectif final vise à atteindre un résultat sans confrontation ouverte.

Xi Jinping, dans cette logique, applique la même philosophie à la politique. Il cherche à projeter la Chine comme une puissance mondiale de manière progressive et systématique, en utilisant tous les leviers économiques, diplomatiques et militaires qui s'inscrivent dans des stratégies de « long terme » et non dans la précipitation. La montée en puissance chinoise, avec ses ambitions technologiques et sa présence accrue sur la scène internationale, est une démonstration manifeste de ce long travail de domination mondiale.

À l'opposé, Trump opère sur une temporalité qui semble beaucoup plus courte et plus agressive. Cette approche est assez logique. Xi Jinping est au pouvoir pour plusieurs décennies et n'a pas à se soucier de sa réélection au bout de 4 ans ce qui est le cas du président américain qui est au mieux là pour 4 ans ! Pour Trump il n'y aura pas de second mandat il est donc là au maximum pour 4 années. En réalité il ne lui en reste déjà plus que trois. Son approche du temps se caractérise donc par une forme d'impatience évidente à obtenir des résultats immédiats. Chaque deal ou négociation est un affrontement qui doit conduire à un bénéfice tangible sur le court terme. Pour autant Trump ne souffre pas d'une absence totale de vision à long terme.

Bien au contraire.

Tout ce que vous voyez Trump faire et mettre en place l'est pour le long terme et pour donner des chances à l'Amérique d'affronter la Chine dans leur guerre pour le leadership mondial. Son alliance inconnue avec toutes les géants de la Silicon Valley va d'ailleurs dans ce sens. La fin du wokisme, le réarmement psychologique des Américains, l'idée de Make America Healthy Again et de rendre la santé physique à la population américaine devenue obèse, tout concourt à une stratégie de long terme.

Le mode de pensée rapide, réactif, opportuniste et souvent basé sur des calculs immédiats que l'on prête à Trump comme étant les seuls éléments définissant sa politique est une erreur d'analyse majeure.

La stratégie de l'Art du deal à la Trump doit se comprendre comme agissant sur plusieurs niveaux de temps. Il y a les effets immédiats et visibles, puis le moyen et le long terme. Trump maîtrise parfaitement les différents horizons de temporalité stratégique. Mais Trump, s'adresse à l'Américain moyen. Il parle simple. Il parle clair, il parle fort, il parle sans ambiguïté et sans langage d'énarque... mais ne vous y trompez pas, quand il parle ainsi ce n'est pas parce qu'il ne sait pas penser autrement et c'est valable aussi pour JD Vance qui pour un universitaire sait également parler simple et clair.

Différentes conceptions de la domination

Allons un peu plus loin.

Là où l'Art de la guerre de Sun Tzu voit la domination comme une conquête indirecte, réfléchie et mesurée, l'art du deal de Trump conçoit la domination comme une confrontation directe et une affirmation de sa propre volonté.

Xi Jinping, à travers la stratégie chinoise contemporaine, semble moins soucieux de

l'affrontement direct que de l'emprise silencieuse sur l'échiquier mondial.

La Chine cherche à devenir une superpuissance non pas en renversant l'ordre mondial actuel, mais en l'adaptant à ses propres intérêts à travers des stratégies subtiles, comme les investissements à l'étranger, l'exploitation des failles économiques et la gestion de crises mondiales. Cette approche est beaucoup plus lente mais ne cesse de gagner en influence en créant spécifiquement des dépendances, car toute la stratégie de domination chinoise peut se résumer à un résultat et un objectif majeur: **créer des dépendances pour créer la soumission et l'obéissance.**

Trump, lui, envisage la domination comme un processus fait d'actions plus ponctuelles et plus brutales, il cherche à dicter les termes de chaque contrat, à marquer son territoire, et à imposer ses conditions. Que ce soit avec la Chine, l'Union Européenne ou d'autres acteurs mondiaux, sa stratégie de négociation repose sur la mise en avant d'un rapport de force où il occupe toujours la position de négociateur dominant.

Deux visions du monde, un combat de titans !

Les stratégies de Xi Jinping et de Donald Trump illustrent deux visions profondément différentes de la politique, de la domination et du temps. Alors que Xi Jinping incarne la patience, l'indirect, la stratégie long terme inspirée de Sun Tzu, Trump peut sembler représenter l'opportunisme, l'affrontement direct, et une vision de la négociation qui se base sur l'instantanéité et la maximisation des gains immédiats. Ces deux approches mettent en lumière des conceptions du pouvoir profondément différentes, et l'on peut se demander laquelle d'entre elles se révélera la plus efficace dans le monde de demain.

La réponse est loin d'être évidente. Intuitivement on pourrait penser que la Chine avec son temps long est avantagée, mais il ne faut pas imaginer que les États-Unis en raisonnent pas non plus à 30 ou 50 ans. Il ne faut pas imaginer que l'action de Trump se résume uniquement à ses saillies télévisées et scénarisées pour plaire à son électorat. Il ne faut pas non plus imaginer que seule la dimension temps rentre en compte. Il y a la capacité d'innovation, d'attraction des talents, l'idée de liberté et de promesses d'enrichissement, la croissance économique, les marchés financiers et encore de nombreux autres facteurs qui permettent d'articuler une stratégie cohérente, et ce qui est certain c'est que la Chine comme les États-Unis sont en train de déployer des stratégies complexes et d'une très grande cohérence pour s'affronter.

Un combat de titans dont nous ne serons non les héros mais les victimes, si nous aussi, les Français, en dehors même de l'Europe ne pensons pas non plus **notre puissance et notre indépendance en remettant au cœur de notre stratégie la souveraineté du pays.**

Il est déjà trop tard, mais **tout n'est pas perdu.**

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Site : Insolentiae.com

17 octobre 2025

La France dégaine un milliard d'euros pour le futur missile balistique MBT

Category: 2020-2030,Actualités,Armement
31 octobre 2025



Dévoilé par *Challenges* fin 2024, le projet de missile balistique terrestre (MBT) français, poussé par ArianeGroup, franchit un jalon majeur. Le projet de loi de finances 2026 prévoit un investissement d'un milliard d'euros dans le programme. Reste à bétonner le calendrier de développement.

L'information, perdue au fin fond d'une annexe de 500 pages du projet de loi de finances 2026, n'a, à première vue, rien de spectaculaire. Elle marque pourtant une accélération importante du programme de missile balistique terrestre (MBT). Dévoilé par *Challenges* en novembre 2024, ce projet, poussé depuis 18 mois par ArianeGroup, vise à développer un missile de plus de 2 000 km de portée qui compléterait les capacités de frappe dans la profondeur française (missiles *Scalp* embarqués sur chasseurs, missiles *MdCN* sur fré gates et sous-marins). Selon le document budgétaire, le ministère des Armées a décidé de flécher de l'ordre d'un milliard d'euros vers le projet, dont 15,6 millions seront dépensés dès 2026 pour entamer une étude de levée de risques.

De quoi parle-t-on exactement ? Les missiles balistiques sont des armements propulsés par un moteur-fusée dans une première phase de vol, qui sortent de l'atmosphère, et retombent à très

haute vitesse par la seule force de la gravité terrestre. Cette vitesse fait de ces missiles des armements redoutables : leur vitesse peut dépasser Mach 20 (25 000 km/h) sur certaines phases de vol des missiles intercontinentaux, ce qui les rend extrêmement difficiles à intercepter. Les modèles les plus avancés disposent en plus de capacités de manœuvres finales, qui les rendent encore plus difficiles à détruire.

Retour en grâce du missile balistique

Si la technologie date des années 1940, les missiles balistiques connaissent un impressionnant retour en grâce depuis quelques années. Les Etats-Unis fabriquent un nouveau missile dit *PrSM (Precision Strike Missile)*, successeur du célèbre *ATACMS* très utilisé en Ukraine. La Chine développe au moins 8 types de missiles balistiques.

L'Iran en utilise régulièrement contre Israël. Plusieurs dizaines d'engins avaient franchi, en octobre 2024, le bouclier antimissile de Tsahal, touchant deux bases militaires (Nevatim et Tel Nof), comme l'a révélé le *Washington Post*. Israël utilise également régulièrement des missiles balistiques embarqués sur avion, dits aérobalistiques, comme le *Blue Sparrow* (1 000 km de portée) et le *Silver Sparrow* (2 000 km). Ces missiles auraient notamment permis de frapper l'Iran fin 2024, et les responsables du Hamas au Qatar en septembre dernier.

La Russie multiplie également, depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, les tirs de missiles balistiques, notamment son nouveau missile *Orechnik*. La Corée du Nord produit également ce genre d'armement de longue date, qui n'est plus l'apanage des seuls Etats. Les Houthis, au Yémen, ont effectué plusieurs frappes ces trois dernières années avec des missiles balistiques.

Une « capacité nécessaire », selon le patron de l'armée de Terre

Face à cette véritable prolifération, la France et l'Europe apparaissent assez désarmés. La France développe bien un missile balistique, le missile nucléaire *M51* embarqué sur les sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) de la Marine nationale. Mais cet armement n'a pas vocation à être une « arme d'emploi » utilisée lors de conflits conventionnels.

C'est là que le projet MBT intervient. L'idée d'ArianeGroup est de doter la France - et les alliés européens intéressés - d'un missile de 2,000 km de portée, au coût compétitif, qui permettrait de mener des frappes dans la profondeur depuis un camion. Ce projet a été accueilli favorablement par le rapport des députés Jean-Louis Thiériot et Matthieu Bloch, consacré à l'artillerie et publié en avril. « *Si une seule technologie devait être retenue en raison du contexte budgétaire contraint, ils estiment l'opportunité de développer la technologie balistique terrestre supérieure à celle de développer la technologie [de missiles] de croisière terrestre* », écrivaient les deux députés.

L'armée de Terre ne cache pas non plus son intérêt. « *C'est clairement une capacité qui est nécessaire* », assurait le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Pierre Schill, en novembre 2024. *Dès lors qu'on a les ressources, avoir une redondance en ayant, en complément des capacités de frappes aériennes, des capacités de frappe dans la profondeur à partir du sol (missiles balistiques, de croisière, munitions téléopérées), c'est important, et c'est probablement un effort à faire.* »

Le milliard fléché vers le MBT dans le projet de budget 2026 est un premier signe positif.

Celui-ci reste cependant à confirmer. Si l'investissement peut paraître important, il est pour l'instant largement prévu après 2028. L'échéancier publié dans l'annexe au PLF évoque 15,6 millions d'euros décaissés en 2026, 20 millions en 2027, et 44 en 2028. L'essentiel de l'effort est reporté aux années suivantes, avec 820 millions d'euros investis après 2028.

Les aviateurs aussi intéressés

L'armée de terre n'est pas la seule à regarder attentivement le projet. Dans une audition à l'Assemblée nationale organisée le 9 juillet dernier, le chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace, le général Jérôme Bellanger, estimait que l'emploi de missiles aéro-balistiques embarqués sur Rafale pourrait démultiplier l'efficacité de l'avion français, en permettant des frappes « dans la profondeur à des distances de 1 000 à 2 000 kilomètres ».

Vincent LAMIGEON

[*Challenges*](#)

21 octobre 2025

Source photo : US Army

Équipement : Auguste Techer, le troisième patrouilleur outre-mer de la Marine nationale admis au service

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Outre-Mer

31 octobre 2025



L'*Auguste Techer*, troisième patrouilleur outre-mer (POM) de la Marine nationale, a été admis au service. Conformément à la loi de programmation militaire 2019-2025, la livraison du troisième des six POM de la classe *Félix Éboué* permet de renforcer les capacités de la Marine nationale sur les immenses espaces maritimes ultra-marins.

Le 17 octobre, l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine, a admis au service actif le POM *Auguste Techer*. Cet événement intervient après un premier déploiement de prise en main par l'équipage. Ce dernier a également permis de réaliser une grande partie des Vérifications des caractéristiques militaires (VCM) phase 1 avant sa livraison par la Direction générale de l'armement (DGA) le 25 août dernier à La Réunion (974).

Après son armement à Boulogne-sur-Mer (62) et plusieurs mois d'essais en mer au large de la Bretagne, le POM *Auguste Techer* a quitté la métropole début juillet pour rallier son port base. Son long transit a permis d'éprouver sa tenue à la mer dans des conditions météorologiques rudes.

Dans le cadre du renouvellement capacitaire des forces françaises ultramarines, l'*Auguste Techer* vient renforcer les capacités navales des Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien. Il aura pour missions principales la surveillance des espaces maritimes français, la lutte contre les trafics illicites, la protection de la pêche ainsi que l'appui aux opérations de secours en mer et aux interventions humanitaires.

Bâtiment innovant à plus d'un titre, le POM *Auguste Techer* est un patrouilleur à la fois moderne, robuste et endurant, capable de conduire ses missions loin et longtemps. Il est doté de capacités de surveillance augmentées grâce à la mise en œuvre du Système de mini drone aérien embarqué de la Marine (SMDM). Son rayon d'action est deux fois supérieur à celui des patrouilleurs de précédente génération.

Patrouilleurs outre-mer : caractéristiques

Dans un contexte de menace croissante sur nos zones maritimes, la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 prévoit la livraison à la Marine de six patrouilleurs outre-mer (POM) d'ici 2025. L'élongation des zones économiques exclusives (ZEE) nécessite des patrouilleurs robustes et endurants pour assurer des missions longues et éloignées. La Marine a donc apporté une attention particulière à la conception des POM afin d'apporter aux équipages un équipement moderne.

Missions

Respecter la souveraineté française et protéger les intérêts nationaux dans les ZEE et leurs abords - Lutter contre les activités illicites incluant le narcotrafic et la lutte contre l'immigration illégale - Participer au sauvetage des personnes en mer - Intervenir contre les pollutions maritimes et participer à la préservation de l'environnement - Assister les navires en difficulté - Faire respecter la police de la navigation, police des pêches et la préservation de la ressource halieutique.

Équipement - Armement

- 2 mitrailleuses de 7,62 mm
- 2 mitrailleuses de 12,7 mm
- 1 canon télé-opéré de 20 mm
- 2 embarcations rapides de 8 m sur rampe et bossoir
- 1 embarcation de servitude
- Radar de veille air/surface
 - Système de situation tactique
 - Capacité de communication par satellite
 - Système d'identification optronique jour/nuit
- Installations aviation pour un drone à décollage vertical jusqu'à 200 kg

Caractéristiques

- 12 mètres de largeur
- 80 mètres de longueur
- 3,5 mètres de tirant d'eau
- 30 jours d'autonomie
- rayon d'action : 5 500 nautiques à 12 noeuds
- propulsion hybride : diesel/électrique (24 noeuds vitesse max)
- 30 marins membres d'équipage
- 23 hébergements supplémentaires

Source photo : Ministère des Armées

Mutation : Une France à majorité africaine et musulmane d'ici à 2100 ?

Category: 2020-2030,Actualités,Afrique,Europe de l'Ouest
31 octobre 2025



Dans un entretien au Figaro Magazine, l'ancien directeur de la DGSE Pierre Brochand dresse un diagnostic glaçant : la France, minée par l'immigration de masse et la désintégration culturelle, glisserait lentement vers une "confrontation interne" qui pourrait précipiter sa régression.

Vingt ans après les émeutes de Clichy-sous-Bois, Pierre Brochand, ancien patron des services secrets français (2002-2008), livre au *Figaro Magazine* une analyse d'une rare lucidité sur l'état du pays. Loin des euphémismes politiques, il évoque sans détour la désagrégation de la cohésion nationale, l'épuisement du modèle d'intégration et le danger croissant d'un éclatement social et identitaire. « *Si nous restons bras croisés, nous irons vers le pire* », prévient-il. « *Ce pire sera la régression de notre pays en tous domaines, à commencer par la sécurité et le bonheur de vivre.* »

De Clichy-sous-Bois à la France de 2025 : vingt ans d'aveuglement

Pour Pierre Brochand, les émeutes de 2005 n'étaient pas un accident, mais le symptôme d'un basculement profond. Depuis quarante ans, dit-il, la France a laissé s'installer sur son sol des populations venues de cultures incompatibles avec la sienne, tout en refusant de voir les conséquences de cette immigration massive. « *Nos immigrés sont entrés avec de lourds bagages culturels, religieux, historiques, qu'ils n'ont pas abandonnés à la frontière* », rappelle-t-il.

Le résultat : des enclaves ethno-culturelles, où s'enracinent islamisation, endogamie, délinquance et refus d'assimilation.

Brochand estime qu'environ 25 à 30 % des résidents français sont désormais issus de l'immigration récente, mais que seule une minorité de 5 à 10 % est véritablement assimilée. La majorité flotte, selon lui, « de la non-adhésion à la haine sur fond d'assistanat ». Une analyse brutale, mais conforme à ce que beaucoup d'élus locaux constatent sur le terrain : la fracture ethno-culturelle supplante peu à peu la fracture sociale.

La "guerre civile" ? Non, une "confrontation interne"

Contrairement à certains observateurs alarmistes, Brochand ne croit pas à une guerre civile au sens classique du terme — un affrontement organisé entre deux camps armés. Mais il décrit avec précision un processus de délitement, fait d'émeutes sporadiques, d'agressions, de pillages et d'une défiance croissante envers l'État. Un scénario où le pays s'enfonce dans des sables mouvants, sans explosion brutale mais avec une lente asphyxie. L'ancien diplomate préfère parler de "confrontation interne", un affrontement hybride où les lignes de fracture sont autant ethniques que culturelles.

Il évoque un "magma souterrain" de frustrations et de haines, dont les éruptions périodiques — émeutes de 2005, 2023 ou 2024 — ne seraient que les premiers signes visibles.

Un État impuissant face à la tiers-mondisation

Sous la forme de l'État de droit, l'État régalien "*n'est plus que l'ombre de lui-même*", estime Brochand. Les forces de l'ordre, saturées et bridées par des contraintes juridiques, ne disposent plus des moyens d'assurer la paix civile. L'ancien patron de la DGSE dénonce un "*renversement de paradigme*" survenu dans les années 1970, lorsque la souveraineté des peuples a été remplacée par celle des individus : le droit de migrer a supplanté le droit des nations à se protéger.

Cette révolution silencieuse aurait ouvert la voie à une immigration devenue incontrôlable, mais aussi à l'impuissance volontaire des gouvernants, paralysés par la peur d'être accusés de racisme.

Le résultat : une France à deux vitesses. Les élites urbaines, abritées dans leurs "zones vertes", continuent de prêcher le vivre-ensemble, tandis que la France périphérique subit le choc multiculturel sans avoir le droit d'en parler.

Démographie, insécurité, impunité : la bombe à retardement

Brochand identifie la démographie comme l'accélérateur décisif du déclin.

Selon lui, la France se dirige, avant la fin du siècle, vers une majorité africaine et musulmane — un basculement qu'il juge "*impossible à vivre paisiblement*".

Ce changement d'échelle démographique, conjugué à la complaisance politique et judiciaire, alimente un système d'impunité généralisée. Les "*zones de non-droit*", désormais plus de 1 500 selon certaines estimations, deviennent des "territoires perdus" où l'État n'entre plus qu'en convoi.

Brochand y voit les prémices d'une guérilla de basse intensité, semblable à des "insurrections coloniales en mode mineur". Le terrorisme, les pillages et les violences urbaines ne seraient plus que les manifestations visibles d'un même mal profond : la perte de la confiance sociale et du sens du bien commun.

L'ancien directeur de la DGSE n'est pas fataliste. Il estime qu'un sursaut reste possible, mais à condition d'un courage politique inédit.

Il appelle à geler les régularisations, réduire drastiquement les naturalisations, externaliser les demandes d'asile et rétablir une véritable autorité pénale. Des mesures qu'il juge nécessaires pour restaurer l'ordre public et la souveraineté nationale — à rebours d'un État obsédé par les "droits individuels" au détriment du bien commun.

Dans un paysage politique où la lucidité se paie souvent au prix du silence, la voix de Pierre Brochand tranche par sa clarté et son expérience. Ancien diplomate, chef du renseignement extérieur, observateur privilégié des fractures du monde, il ne s'exprime pas pour choquer

mais pour alerter : la France, si elle continue à nier la réalité, risque de basculer dans une "tiers-mondisation" irréversible.

Breizh-info.com

20 octobre 2025

(dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine)

Source photo : Pixabay

[Blaise Metreweli devient la première femme à diriger le MI6](#)

Category: 2020-2030,Actualités,MI6 (GB),Renseignement
31 octobre 2025



Blaise Metreweli devient la première femme à diriger le MI6, après une carrière alliant terrain, cybersécurité et intelligence artificielle, marquée par une approche moderne du renseignement fondée sur la diversité et l'innovation. Sa nomination symbolise une évolution majeure d'un univers longtemps masculin vers un leadership fondé sur la compétence, la lucidité technologique et la discrétion stratégique.

Il y a quelque chose de profondément symbolique dans cette nomination... En plus d'un parfum de cinéma. Blaise Metreweli devient en effet la première femme à diriger les services secrets les plus mythiques au monde. Et, ironie de l'histoire : avant d'être "C", elle était "Q". Celle qui, dans l'univers de James Bond, conçoit les gadgets, maîtrise la technologie, pense l'innovation. Sauf que là, il ne s'agit pas d'un scénario.

Diplômée d'anthropologie à Cambridge, ancienne rameuse de haut niveau, Blaise Metreweli a commencé sur le terrain, au Moyen-Orient. Elle a servi sur plusieurs théâtres d'opération, puis

dirigé des missions de cybersécurité et d'intelligence artificielle. Une trajectoire complète, qui réconcilie l'opérationnel, le technologique et le stratégique.

Elle a travaillé au MI5 (renseignement intérieur) puis au MI6 (renseignement extérieur). Elle parle arabe, comprend les réseaux humains et numériques.

Surtout, elle défend une vision du renseignement profondément moderne : celle d'un service qui valorise la neurodiversité, ces profils dits "atypiques" qu'elle considère comme des forces et non pas des anomalies. Elle a compris que les intuitions singulières peuvent devenir un atout national à l'heure où il est essentiel de savoir regarder là où personne ne pense à le faire.

Ceux qui ont croisé Blaise Metreweli parlent d'une intelligence calme et d'une exigence silencieuse, avec un style de commandement qui tranche : sans ego, sans posture, mais avec une compréhension aiguë des enjeux contemporains que sont la technologie, la diversité et la géopolitique.

Comme le veut la tradition, elle signera désormais ses ordres à l'encre verte, héritage du tout premier directeur du MI6, Sir Mansfield Smith-Cumming.

En France, comme ailleurs, le renseignement reste un univers où les femmes sont encore rares à des postes de direction.

On y parle souvent de "vocation", rarement de "carrière". Et pourtant, elles sont nombreuses à servir, sur le terrain, dans les analyses, dans les liaisons internationales, avec la même exigence, loyauté et endurance que les hommes.

Je sais ce que cela représente, cette nomination, pour celles qui servent ou ont servi dans l'ombre. En devenant "C", le nom de code du chef du MI6, Blaise Metreweli prend place dans une lignée prestigieuse.

Elle démontre qu'une femme à la tête du MI6, ne doit rien au hasard ou à la démagogie. C'est le reflet d'une époque où la force tranquille et la pensée complexe deviennent les meilleures armes d'un pays.

Je ne crois pas aux coïncidences, dans ce milieu-là. Seulement aux signaux : et celui-ci est fort !

Mai-Linh CAMUS

[LinkedIn](#)

16 octobre 2025

[Histoire : Que s'est-il passé le 17 octobre 1961 à Paris ?](#)

Category: 1955-1962,2020-2030,Global,Guerre d'Algérie (1954-1962)

31 octobre 2025



La guerre d'indépendance algérienne se déroula également en métropole, y provoquant des milliers de morts. Pour la période du 1^{er} janvier 1956 au 23 janvier 1962, 10 223 attentats y furent ainsi commis par le FLN. Pour le seul département de la Seine, entre le 1^{er} janvier 1956 et le 31 décembre 1962, 1 433 Algériens opposés au FLN furent tués et 1 726 autres blessés (*Valat, 2007:27-28*). Au total, de janvier 1955 au 1^{er} juillet 1962, en Métropole, le FLN assassina 6 000 Algériens et en blessa 9 000 autres.

Face à ces actes de terrorisme visant à prendre le contrôle de la population algérienne vivant en France, le 5 octobre 1961, un couvre-feu fut imposé à cette dernière afin de gêner les communications des réseaux du FLN et l'acheminement des armes vers les dépôts clandestins.

En réaction, le 17 octobre 1961, le FLN décida alors de manifester. Assaillis de toutes parts, les 1 658 hommes des forces de l'ordre rassemblés en urgence, et non les 7000 comme cela est encore trop souvent écrit, sont, sous la plume de militants auto-baptisés « historiens », accusés d'avoir massacré 300 manifestants, d'en avoir jeté des dizaines à la Seine et d'en avoir blessé 2 300. (*Voir :Lugan, B., (2017) « 17 octobre 1961, un massacre imaginaire ». Chapitre IX du livre « Algérie l'Histoire à l'endroit ».*

La fabrication d'un massacre

L'histoire officielle du « massacre » du 17 octobre 1961 à Paris repose sur trois livres :

1) Celui d'Ali Haroun publié en 1986. Il s'agit d'un recueil de souvenirs rédigés par d'anciens responsables de la fédération du FLN en France sous forme d'un plaidoyer militant et valorisant.

2) Celui de Jean-Luc Einaudi publié en 1991 porte sur la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris. L'auteur, un militant marxiste, ancien maoïste, n'avait pas de formation historique, ce qui explique ses nombreuses errances méthodologiques.

3) S'appuyant sur Haroun et Einaudi, deux universitaires britanniques, House et MacMaster publièrent en 2008 un livre passant totalement sous silence la guerre FLN-MNA et attribuant aux forces de police la totalité des Nord-Africains tués en France[1].

Des auteurs de second rang paraphrasèrent ensuite ces trois ouvrages, répétant les mêmes arguments pourtant réduits à néant par les travaux historiques.

Dans ces publications, l'on retrouve en effet les mêmes chiffres, les mêmes cadavres inventés et une constante inflation du nombre de morts (jusqu'à 325 manifestants tués), des dizaines jetés à la Seine et noyés, près de 12 000 arrêtés etc.

Les auteurs de ces livres jouent sur les dates car ils ajoutent aux morts « avérés » du 17 octobre, ceux des jours précédents, ce qui n'a aucun rapport avec la manifestation et sa répression. Ces auteurs additionnent ainsi les décès postérieurs au 17 octobre, sans chercher à voir s'ils sont la conséquence de blessures reçues ce jour-là ou d'autres causes.

Pour eux, tout Algérien mort de mort violente durant le mois d'octobre est une victime de la répression policière. Ils parlent aussi de cimetières clandestins et de charniers dont nulle trace n'a jamais été retrouvée[2].

Autre élément du dossier, les « noyades »[3] dans la Seine dont nous savons qu'elles furent « inventées » postérieurement à la manifestation, le 31 octobre, dans un tract du FLN repris et popularisé par le parti communiste qui en fit une « vérité » devenue histoire officielle.

Tout repose en effet sur des chiffres gonflés ou manipulés et sur des cadavres inventés. Dans une inflation du nombre des morts, les amis du FLN algérien et les « porteurs de valises » communistes ont ainsi joué sur les dates, additionnant les morts antérieurs et postérieurs au 17 octobre. Pour eux, tout Nord Africain mort de mort violente durant le mois d'octobre 1961 est forcément une victime de la répression policière...Même les victimes des accidents de la circulation, comme un certain Abdelkader Benhamar...

Il est possible d'affirmer cela sans crainte d'être démenti car :

- En 1998, le Premier ministre de l'époque, le socialiste Lionel Jospin, constitua une commission présidée par le conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern qu'il chargea de faire la lumière sur ces événements. Fondé sur l'ouverture d'archives jusque là fermées, le rapport remis par cette commission fit litière des accusations portées contre la police française[4]. Or, ce rapport consultable sur le net n'a visiblement pas été lu par ceux qui continuent à accuser la police française.

- En 1999, Jean-Paul Brunet, universitaire spécialiste de la période, publia un livre extrêmement documenté qui démontait la thèse du « massacre » du 17 octobre (*Brunet, J-P., Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961. Paris*).

- En 2003, le même Jean-Paul Brunet publia un nouveau livre (Charonne, lumière sur une tragédie. Paris) dans lequel il démontrait que le prétendu « rapport de police » faisant état de 140 morts le 17 octobre, document qui sert de point de départ à J.L Einaudi, auteur du livre sur lequel repose toute la manipulation (*Octobre 1961, un massacre à Paris*), n'a jamais existé.

Reprenant la liste des morts donnée par Einaudi, il montre également que la majorité des décès remonte à des dates antérieures à la manifestation du 17 octobre et il prouve que ce dernier a manipulé les chiffres, additionnant les cadavres non identifiés reçus à l'Institut Médico-Légal au nombre des disparus et même (!!!) à celui des Algériens transférés administrativement en Algérie après qu'ils eurent été arrêtés le 17 octobre. Il montre enfin qu'Einaudi a compté plusieurs fois les mêmes individus dont il orthographe différemment les noms...

Quel est donc le vrai bilan de cette manifestation ?

- Le 17 octobre 1961, alors que se déroulait dans Paris un soi-disant massacre, l'Institut Médico-Légal (la Morgue), n'a enregistré aucune entrée de corps de « NA » (NA= Nord-Africain dans la terminologie de l'époque).

- Le 17 octobre 1961, de 19h30 à 23 heures, il n'y eut qu'une seule victime dans le périmètre de la manifestation et ce ne fut pas un Algérien, mais un Français nommé Guy Chevallier, tué vers 21h devant le cinéma REX, crâne fracassé. Par qui ?

- En dehors du périmètre de la manifestation, « seuls » 2 morts furent à déplorer, Abdelkader Déroutes tué par balle et retrouvé à Puteaux et Lamara Achenoune tué par balle et étranglé, gisant dans une camionnette, également à Puteaux. Rien ne permet de dire qu'ils furent tués par les forces de l'ordre.

Le 18 octobre, à 04 heures du matin, le bilan qui parvint à Maurice Legay le directeur général de la police parisienne fut donc de 3 morts. Nous sommes donc loin des dizaines de morts et de « noyés » auxquels l'actuel occupant de l'Elysée a rendu hommage !!!

Certes, nous dit-on, mais les cadavres ont été déposés à la morgue les jours suivants. Faux, car ce n'est pas ce qu'indiquent les archives de l'Institut Médico-Légal de Paris puisque, entre le 18 et le 21 octobre, « seuls » 4 cadavres de « NA » furent admis à la Morgue :

- Le 18 octobre, Achour Belkacem tué par un policier invoquant la légitime défense et Abdelkader Benhamar mort dans un accident de la circulation à Colombes.

- Le 20 octobre, Amar Malek tué par balles par un gendarme.

- Le 21 octobre Ramdane Mehani, mort dans des circonstances inconnues.

Nous voilà donc bien loin des 100, 200 ou même 300 morts « victimes de la répression » avancés par certains et pour lesquels M. François Hollande a en son temps reconnu la responsabilité de la France.

D'autant plus que le « Graphique des entrées de corps « N.A » (Nord-africains) par jour. Octobre 1961 », nous apprend que du 1^{er} au 30 octobre 1961, sur les 90 corps de « NA », sont entrés à l'Institut Médico-Légal, la plupart étaient des victimes du FLN.

Plus encore, pour toute l'année 1961, 308 cadavres de « N.A » entrèrent à l'IML. Or, la plupart étaient des victimes de la guerre inexpiable que le FLN menait contre ses opposants partisans de l'Algérie française ou du MNA de Messali Hadj. Ainsi, au mois d'octobre 1961, sur les 34 cadavres de « N.A » retirés de la Seine ou de la Marne, notamment aux barrages de Suresnes et de Bezons puis conduits à l'IML, la quasi-totalité étaient des victimes du FLN (harkis, partisans de la France, membres du MNA) dont une des méthodes d'assassinat consistait à noyer ses opposants. La police française n'est pour rien dans ces noyades.

Les « massacres » du 17 octobre 1961 seront étudiés dans l'avenir comme un cas exemplaire de fabrication d'un mythe ; comme Katyn et le massacre des officiers polonais attribué aux Allemands et en réalité perpétré par les Soviétiques, Timosoara en Roumanie, les

« couveuses » au Koweït ou encore comme les « armes de destruction massive » en Irak.

Bernard LUGAN

[L'Afrique Réelle](#)

19 octobre 2025

Pour en savoir plus :

- Brunet, J-P., (1999) Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961.Paris.
- Brunet, J-P., (2002) « Enquête sur la nuit du 17 octobre 1961 ». Les Collections de l'Histoire, hors série n°15, mars 2002.
- Brunet, J-P., (2003) Charonne, lumière sur une tragédie. Paris.
- Brunet, J-P., (2008) « Sur la méthodologie et la déontologie de l'historien. Retour sur le 17 octobre 1961 ». Commentaire, vol 31, n°122, été 2008.
- Brunet, J-P., (2011) « Combien y a-t-il eu de morts lors du drame du 17 octobre 1961 ? ». Atlantico, 17 octobre 2011.
- Einaudi, J-L., (1991) La Bataille de Paris :17 octobre 1961.
- Einaudi, J.-L (2001) Octobre 1961, un massacre à Paris. Paris
- House, J et MacMaster,N., (2008) Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire.
- Lugan, B., (2017) « 17 octobre 1961, un massacre imaginaire ». Chapitre IX du livre « Algérie l'Histoire à l'endroit ». Chez l'auteur www.bernard-lugan.com.
- Valat, R., (2007) Les Calots bleus. Histoire d'une police auxiliaire pendant la Guerre d'Algérie. Paris.
- Valat, R., (2009) « La force police auxiliaire : une historiographie sous influence ? Réponse de l'auteur aux critiques formulées contre son ouvrage Les Calots bleus et la bataille de Paris. Une force police auxiliaire pendant la guerre d'Algérie. En ligne, 13 pages.
- Valette, J., (2001) La guerre d'Algérie des messalistes. Paris.

[1] Comme l'a montré Jean-Luc Brunet (2008) rarement un livre à prétention scientifique et écrit par des universitaires aura à ce point dérogé aux règles élémentaires de la déontologie historique.

[2] Des insinuations assassines sont faites à la manière de Benjamin Stora dans un entretien au Nouvel Observateur (Grand reporters.com janvier 2003) quand il cite Omar Boudaoud, un des responsables de la manifestation du 17 octobre 1961 qui parle de « pendaisons dans le Bois de Vincennes et (d') une Seine remplie de cadavres ». Benjamin Stora ne fait certes que reprendre des déclarations qu'il n'assume pas, mais qu'il ne rectifie pas non plus...

3] Du 1° au 31 octobre 1961, sur 90 cadavres de « N.A » (Nord-africains selon la terminologie de l'époque), conduits à l'Institut Médico Légal, 34 furent retirés de la Seine ou de la Marne, notamment aux barrages de Suresnes et de Bezons. Les enquêtes policières ont montré qu'il s'agissait pour la plupart de meurtres commis par le FLN.

[4] « Rapport sur les archives de la Préfecture de police relatives à la manifestation organisée par le FLN le 17 octobre 1961 ». Rapport établi à la demande du Premier ministre, M. Lionel Jospin et remis au mois de janvier 1998 par M. Dieudonné Mandelkern président de section au Conseil d'Etat, président ; M. André Wiehn, Inspecteur général de l'administration ; Mme Mireille Jean, Conservateur aux Archives nationales ; M. Werner Gagneron, Inspecteur de l'administration. En ligne.

Economie : Anticiper la désindustrialisation

Category: 2020-2030,Actualités,Armement
31 octobre 2025



[Rapport]

Anticiper la désindustrialisation : un indice pour anticiper la désindustrialisation et réarmer l'intelligence économique territoriale

Face à une désindustrialisation persistante, le Centre de recherche appliquée de l'EGE propose un indice multicritère de risque pour détecter en amont les vulnérabilités industrielles. Une approche innovante d'intelligence économique au service de la puissance économique.

Désindustrialisation : un nouvel outil indispensable pour l'anticiper et l'éviter

Depuis trente ans, la France décroche. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 17 % à 10 % entre 1995 et 2024, accompagnée de la perte de deux millions d'emplois (source : CR451, 2025). Malgré les signaux de reprise portés par France 2030, la dynamique globale reste fragile. Le CR451, centre de recherche appliquée de l'École de Guerre Économique, estime que les outils d'évaluation actuels, essentiellement descriptifs et « post mortem », sont inadaptés à l'anticipation des décrochages industriels.

Pour remédier à cette cécité stratégique, le CR451 développe un indice de risque de désindustrialisation, combinant neuf critères clé : positionnement stratégique, vulnérabilité technologique, politiques publiques, santé financière, fiscalité, gouvernance, emploi, ancrage territorial et image de marque.

Cette approche systémique vise à identifier les entreprises à risque avant qu'il ne soit trop tard — et à permettre une mobilisation coordonnée des acteurs concernés (État, collectivités, syndicats, investisseurs, experts, citoyens engagés).

Études de cas sur dix entreprises emblématiques représentatives des enjeux industriels actuels

La première phase d'analyse porte sur dix groupes industriels emblématiques : Alstom, Arkema, ArcelorMittal, Danone, Michelin, Renault, Sanofi, Seb, Schneider Electric, Valeo. L'objectif est d'identifier leurs fragilités structurelles sur la base d'un diagnostic multicritère. Ce travail préfigure un projet de mise en place d'un Observatoire national du risque de désindustrialisation, à horizon 2026.

Un indice de vigilance proactive et d'anticipation pour agir

Cet indice, dans sa conception, relève d'un changement de paradigme. Il rompt avec une logique d'intervention a posteriori pour inscrire la réindustrialisation dans une stratégie préventive. L'outil est aussi pensé comme un support d'aide à la décision pour les ministères concernés — Économie, Industrie, Transition écologique, Cohésion des territoires, Recherche. Il permettrait une meilleure allocation des aides publiques et une priorisation des actions en fonction de la criticité des signaux détectés.

Mais l'enjeu dépasse la simple planification industrielle. Il s'agit de réarmer la capacité française d'alerte face aux logiques de « désancrage » territorial, de délocalisation ou de fermeture et de dépendance stratégique. L'indice proposé devient ainsi un instrument d'intelligence économique, capable d'éclairer les rapports de force en amont, de détecter les fragilités d'un tissu productif et d'en informer les parties prenantes.

Le cas de Renault, qui a connu plusieurs vagues de restructuration, ou celui de Sanofi, régulièrement interpellé sur la relocalisation pharmaceutique, illustrent à quel point l'absence d'anticipation peut fragiliser la souveraineté industrielle. Dans ces situations, les signaux faibles — changement d'actionnaire, réduction de la R&D locale, cessions d'usines — étaient souvent visibles, mais n'ont pas déclenché de réponse coordonnée.

En lançant ce projet, le CR451 propose une lecture stratégique du risque industriel, croisant données économiques, signaux d'alerte et analyse des dynamiques territoriales. Il invite à une forme d'« hygiène de l'anticipation stratégique » face à la désindustrialisation, où l'information devient un levier d'action collective.

Malgré les discours volontaristes, la désindustrialisation risque fort de se poursuivre. Nous sommes là pour alerter et fournir des outils d'analyse concrets.

Élargissement de l'analyse à la rentrée 2025

À la rentrée 2025, le panel d'entreprises évaluées sera élargi et l'outil rendu davantage accessible aux acteurs économiques. Il pourrait alors devenir une référence dans les politiques de compétitivité, à l'instar des baromètres technologiques ou ESG. En France comme à Bruxelles, la désindustrialisation ne peut plus être traitée comme un simple symptôme économique : c'est un indicateur de vulnérabilité stratégique.

L'intégralité du rapport est accessible sur [le site du CR451](#). Il est également présenté, avec ses études de cas, dans plusieurs vidéos disponibles sur la [chaîne YouTube du CR451](#).

Arnaud de MORGNY,

Directeur-adjoint du CR451,

[Centre de recherche appliquée de l'École de Guerre Économique](#)

16 juillet 2025

[Guerre en Ukraine : Une nouvelle rencontre Trump-Poutine se dessine en Hongrie](#)

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Europe de l'Est,Géopolitique
31 octobre 2025



Jeudi 16 octobre dans la soirée, l'agence TASS relayait les propos de la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, sur Fox News : les deux présidents Donald Trump et Vladimir Poutine venaient de s'entretenir au téléphone pendant deux heures et demie. « *Ce fut un appel fructueux et productif* », disait-elle donc. Les dirigeants « *ont abordé de nombreux sujets* » (1).

Cette huitième conversation directe s'est tenue la veille de la rencontre à Washington entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump ce 17 octobre.

La presse américaine comme européenne, très occupée par la livraison possible de missiles américains longue portée Tomahawk à l'Ukraine, évoquait un « *sommet surprise* » (*Le Monde*). En Europe, la BBC rappelait « *que Donald Trump avait adopté "une ligne beaucoup plus dure envers Poutine sur la guerre en Ukraine" depuis le sommet en Alaska, promettant même un soutien renforcé à l'Ukraine, à la grande satisfaction des alliés de Kiev* ». De son côté, le *Guardian* remarquait que « *le ton conciliant de Trump après l'appel avec Poutine laisse planer le doute sur la probabilité d'une aide immédiate à l'Ukraine et ravive les craintes européennes d'une capitulation américaine face à Moscou* ». Ce que relève aussi le *New York Times* en notant que le président américain avait « *brusquement* » changé de position (2) - d'autant que les deux hommes ont prévu de se rencontrer dans les quinze jours en Europe, plus précisément en Hongrie, à Budapest, chez Victor Orban.

Faut-il être surpris ? Pas vraiment, pourtant.

D'abord parce que Donald Trump lui-même avait admis la limite de l'exercice, quant aux Tomahawks, ce que rapportait ZeroHedge le 8 octobre (3) : « *“J'ai en quelque sorte pris une décision”* », a déclaré Trump lorsque les journalistes lui ont demandé s'il avait pris une décision définitive. La réponse supplémentaire suivante est une mauvaise nouvelle pour les faucons, mais une bonne nouvelle pour les colombes qui souhaitent voir une désescalade de la guerre par procuration : « *“Je suppose que je vais devoir leur demander où ils les envoient. Je poserai quelques questions. **Je ne souhaite pas voir une escalade”*** », déclarait-il. A Moscou, l'adjoint de Sergueï Lavrov, Sergueï Riabkov, remarquait dans le même temps que « *le transfert de missiles de croisière Tomahawk à l'Ukraine modifierait considérablement la situation, mais ne changerait pas les objectifs de l'opération militaire spéciale menée par Moscou* » (4). Donald Trump a, durant la conversation du 16 octobre, évoqué la question des Tomahawks.

Ce à quoi, selon le compte-rendu donné sur le site du Kremlin (5), Vladimir Poutine a répondu sans ambages, « **que les Tomahawks ne changeraient pas la situation sur le champ de bataille**, mais qu'ils porteraient gravement atteinte aux relations entre nos pays, sans parler des perspectives d'un règlement pacifique ».

Du côté américain, Donald Trump exprimait sa satisfaction d'avoir tenu une conversation « *productive* » sur son réseau Truth Social (6). Félicité par V. Poutine pour « *la grande réussite que représente la paix au Moyen-Orient* », il pense que ce succès « *facilitera nos négociations visant à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine* ». Et il ajoute, préoccupation qu'il a en commun avec le président russe : « *Nous avons également passé beaucoup de temps à discuter du commerce entre la Russie et les États-Unis une fois la guerre avec l'Ukraine terminée* ». Ce que, nous l'avons relevé ici il y a peu de temps en rendant compte de la réunion à Sotchi du club Valdai, début octobre. Certes, il est naturel que les Etats-Unis défendent leurs intérêts, disait Vladimir Poutine. « *Mais alors, si vous me permettez, la Russie se réserve également le droit d'être guidée par ses intérêts nationaux. L'un d'entre eux, soit dit en passant, est le rétablissement de relations à part entière avec les États-Unis* » (7).

N'oublions pas les besoins américains en terres et métaux rares - quand la Chine impose des restrictions sur ses exportations. Selon le *Temps* helvétique, (8) « *le gouvernement américain a appelé mercredi à faire front commun contre les restrictions mises en place par Pékin sur les exportations de terres rares, essentielles à l'économie mondiale, assurant que «c'est la Chine contre le reste du monde»*. «*Nous n'allons pas laisser un groupe de bureaucrates à Pékin tenter de contrôler les chaînes de production mondiales*», a dit le ministre des Finances Scott Bessent, lors d'une rare conférence de presse organisée au sein du ministère par le Trésor, à quelques pas de la Maison-Blanche ». N'oublions pas non plus la proposition russe d'exploitation en commun avec les Américains de ses propres immenses réserves - affaire évoquée par exemple au Forum de Saint-Pétersbourg en juin dernier. Comme l'intérêt que portent les entreprises américaines au marché russe.

Même si amener les deux parties à un accord est difficile, ce que reconnaît le vice-président américain JD Vance, qui constate un « *désalignement fondamental des attentes* » entre les deux camps, (le *Figaro* live du 17 octobre, 13 h23), l'intérêt russo-américain n'est pas à l'escalade.

Qu'est-ce qui gêne Donald Trump que ses oscillations rendent peu lisible pour ses observateurs ?

C'est, nous l'avons remarqué ici, la situation dans son propre pays, où néoconservateurs, regroupés au Sénat, Républicains et Démocrates réunis autour, par exemple, de Lindsey Graham, veulent la poursuite de la guerre en Ukraine - et donc une escalade avec Moscou. Ce que dénonce un membre républicain de la chambre des Représentants, Anna Paulina Luna (Floride) :

« Les faucons de l'OTAN et les néoconservateurs ici aux États-Unis aimeraient continuer à massacrer la jeunesse des deux nations », a-t-elle écrit sur X, en référence au conflit ukrainien », relevait l'agence TASS le 16 octobre (9). « Je reproche en partie au Royaume-Uni de ne même pas avoir autorisé la tenue de pourparlers de paix », disait-elle le 10 octobre dernier, certainement en faisant allusion à Boris Johnson conjurant au début du conflit Volodimir Zelensky de refuser l'accord de paix proposé par les Russes. Ajoutant : « Ma critique de la guerre en Ukraine ne vise pas le peuple ukrainien, mais directement Zelensky. Il a subi des pressions de la part du gouvernement britannique pour ne pas accepter un accord de paix il y a plus de deux ans ». Affirmant « que le régime de Kiev se battait désormais pour « les intérêts de gouvernements étrangers ». Et que pour sa part, « Luna a déclaré qu'elle attendait l'occasion de mener une délégation de législateurs américains pour rencontrer des membres de l'Assemblée fédérale russe. Elle n'a pas précisé quand la réunion devait avoir lieu. La députée s'est dite convaincue que le président américain Donald Trump était déterminé à résoudre le conflit en Ukraine et à rétablir les relations avec la Russie ».

C'est peut-être chez lui que Donald Trump a le plus de mal à imposer ses vues. Ce que Vladimir Poutine ne peut pas ignorer quand une partie de l'Europe - dont la France, la Grande-Bretagne de Keir Starmer et l'Allemagne de Friedrich Merz - fait partie des « faucons de l'OTAN » avec les pays Baltes et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Au contraire du hongrois Victor Orban, qui tient contre vents et marées pour une paix négociée, depuis le début de la guerre. Et qui prépare, avec Marco Rubio et Sergueï Lavrov, la rencontre Trump-Poutine à venir sur ses terres - le premier voyage en Europe de Vladimir Poutine depuis 2021.

Rien de simple, confirme le *Guardian* (10) : « Le porte-parole du Kremlin, Dimitri Peskov, a déclaré aux journalistes que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, devraient s'appeler et organiser une réunion afin de régler de nombreuses questions préalables au sommet. « Il y a beaucoup de questions à régler, les équipes de négociation doivent être constituées, etc. Tout se fera donc par étapes, mais la volonté des présidents est bien là », a déclaré M. Peskov vendredi. « (Le sommet) pourrait effectivement avoir lieu dans deux semaines ou un peu plus tard. Tout le monde s'accorde à dire qu'il ne faut rien remettre à plus tard ».

A l'heure où nous écrivons, la rencontre de Donald Trump avec Volodimir Zelensky n'a pas encore eu lieu. On sait peu de choses sur la situation réelle du président ukrainien dans son propre pays - sauf que, soutenu par les faucons européens, néoconservateurs compris, il ne vient pas chercher la paix à Washington. La suite ?

La main est à Donald Trump.

Hélène NOUAILLE

[La lettre de Léosthène](#)

Image créée par IA

Infographie :

Cibles potentielles des Tomahawks en Russie (source Institute for Study of War)

<https://cms.zerohedge.com/s3/files/inline-images/tomahwkreach.jpg?itok=bc6QXenJ>

Notes :

(1) TASS, le 16 octobre 2025, *Trump, Putin hold productive call — White House*

<https://tass.com/world/2031091>

(2) *Courrier International*, le 17 octobre 2025, *Un nouveau sommet Trump-Poutine “dans les deux prochaines semaines”*

https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-guerre-en-ukraine-nouveau-sommet-trump-poutine-dans-les-deux-prochaines-semaines_236401

(3) ZeroHedge, le 8 octobre 2025, Tyler Durden, *Watch : Trump ‘Sort Of Made A Decision’ On Tomahawks To Ukraine*

<https://www.zerohedge.com/geopolitical/watch-trump-sort-made-decision-giving-tomahawks-ukraine>

(4) TASS, le 8 octobre 2025, *Senior Russian diplomat evaluates Alaska summit outcome, Tomahawk issue*

<https://tass.com/politics/2026641>

(5) Kremlin.ru, le 16 octobre 2025, *Commentary by Aide to the President of Russia Yury Ushakov following a telephone conversation between Vladimir Putin and President of the United States Donald Trump*

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/78237>

Le détail de la conversation par RT en français : *Donald Trump annonce une rencontre avec Vladimir Poutine à Budapest*

<https://francais.rt.com/russie/126418-vladimir-poutine-donald-trump-conversation-telephonique>

(6) Truth Social, le 16 octobre 2025, Donald Trump au sortir de sa conversation avec Vladimir Poutine

<https://truthsocial.com/@realDonaldTrump/posts/115384956858741387>

(7) Voir Léosthène n° 1938 du 4 octobre 2025, *Poutine au club Valdaï : les Etats-Unis d’abord*

(8) *Le Temps*/AFP, le 15 octobre 2025, « *C’est la Chine contre le reste du monde* »: *Washington appelle le monde à dénoncer la manœuvre de Pékin sur les terres rares*

<https://www.letemps.ch/economie/c-est-la-chine-contre-le-reste-du-monde-washington-appelle-le-monde-a-denoncer-la-manoeuvre-de-pek-in-sur-les-terres-rares>

(9) TASS, le 16 octobre 2025, *US ‘neocons’ want Ukraine conflict to continue, congresswoman says*

<https://tass.com/world/2031163>

(10) *The Guardian*, Minute by minute, le 17 octobre 2025, Sarah Haque

https://www.theguardian.com/world/live/2025/oct/17/viktor-orban-vladimir-putin-volodymyr-zelenskyy-donald-trump-europe-latest-news-updates-russia-ukraine-war?CMP=share_btn_url&page=with%3Ablock-68f2111e8f080b32d591debe#block-68f2111e8f080b32d591debe

Vidéo : Trump faiseur de paix à Gaza ?

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Global
31 octobre 2025



Dans cette émission, Alain Juillet et Claude Medori analysent le plan proposé par le Président Trump pour régler le conflit entre Israël et le Hamas à Gaza. Alors que nous commémorons cette semaine les 2 ans de l'attaque du 7 octobre, un vent d'espoir souffle sur la libération des otages israéliens et sur la construction d'une paix durable dans la région.

Date de mise en ligne : 10/10/2025

Durée : 00:43:59

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

Il y a 23 ans, disparaissait Paul Paillole, figure majeure des Services spéciaux français

Category: 1935-1940,1940 : Invasion de la France,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Biographies,Colonel Paul Paillole,Contre-espionnage,Historique de l'AASSDN,Hommages et discours,Mémoire vivante,Services français,Travaux ruraux

31 octobre 2025



Le 15 octobre 2002 s'éteignait à Paris le colonel Paul Paillole, figure majeure des services de contre-espionnage durant la deuxième guerre mondiale. Vingt-trois ans après sa mort, son parcours reste un témoignage essentiel et un héritage toujours vivant des services spéciaux français.

À travers ses ouvrages (*Services spéciaux 1935-1945*, *Notre espion chez Hitler*, *L'homme des services secrets*) et par la création de l'AASSDN, Paul Paillole a contribué à expliquer l'action

historique des Services spéciaux entre 1935 et 1945, à entretenir la mémoire de ses agents morts pour la France et à rendre hommage à leur action.

EN SAVOIR PLUS

Revoir l'entretien de Paul Paillole chez Bernard Pivot en 1995, où il apportait un éclairage sur le rôle des Services spéciaux français durant la deuxième guerre mondiale.

Voir la vidéo sur [Youtube](#)

Voir des documents biographiques de l'AASSDN sur son parcours :
[une vie au contre-espionnage par JC Petermann](#)

